

Après le Brexit, l'urgence d'une Europe démocratique et sociale.

Les résultats du référendum organisé en Grande Bretagne sont connus : une majorité de Britanniques se sont prononcés pour quitter l'Union Européenne. Quelle que soit l'opinion qu'on peut avoir sur ce résultat, il a des causes et des conséquences certaines.

Incontestablement, parmi les causes, l'incompréhension et le rejet des politiques européennes ont lourdement pesé. Ce rejet et cette incompréhension sont également très vifs au sein des peuples européens. Le fonctionnement des institutions européennes, les politiques mises en œuvre sur l'impulsion de l'Union Européenne, la persistance à imposer des politiques d'austérité, l'incapacité à sortir de la crise (pour ne pas dire le maintien dans une crise globale d'ampleur) ou encore les conséquences dévastatrices de la concurrence sociale et fiscale font partie des principaux maux de l'Union Européenne.

Si personne ne peut vraiment prévoir quelles seront les conséquences du « Brexit », un constat s'impose : l'Union Européenne est affaiblie, rien ne sera comme avant. D'une certaine manière, il faut même le souhaiter tant la crise démocratique et politique est profonde.

Si on veut une autre Europe, l'harmonisation fiscale et sociale figure parmi les chantiers qui mériteraient des avancées rapides et concrètes. Garantir des droits sociaux, une protection sociale ou encore un salaire minimum par exemple sont des urgences incontournables. Sur le plan fiscal, il est essentiel d'en finir avec la concurrence fiscale. Solidaires Finances Publiques porte de longue date le projet d'un « serpent fiscal européen » qui permettrait de s'engager sur la voie d'une harmonisation fiscale européenne rendue possible notamment par :

- une véritable harmonisation de l'imposition des bénéficiaires des sociétés, afin de stopper la course à la baisse de l'impôt sur les sociétés et d'éviter les phénomènes d'optimisation fiscale permise par la concurrence fiscale,
- une harmonisation de la TVA, car le système actuel est très fraudé,
- un système d'échange automatique d'informations afin d'imposer les revenus des personnes physiques (revenus de l'épargne par exemple) et morales là où elles résident,
- une série de mesures de lutte contre la fraude fiscale estimée à 1000 milliards d'euros par an au sein de l'Union Européenne,
- l'instauration d'impôts européens tels la taxe sur les transactions financières, un impôt européen sur les sociétés, etc.

Une marche vers l'harmonisation fiscale, fondée sur la neutralisation de la concurrence fiscale et sur une approche de la fiscalité permettant tout à la fois de financer efficacement les politiques publiques et de réduire les inégalités est un impératif démocratique, économique, budgétaire et social.

C'est l'un des principaux défis des États européens et d'une Union Européenne qui doit être enfin à l'écoute des peuples, et ce en cohérence avec des idéaux européens originels qui ont été manifestement négligés, voire oubliés.